- **Art. 2.** Pour ce transfert, la commune de Wevelgem reçoit une subvention d'investissement pour la remise en bon état de ces tronçons de route, selon les modalités de la convention qui sera conclue entre l'Autorité flamande et la commune de Wevelgem.
- **Art. 3.** Le Ministre flamand ayant la mobilité et les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, J. JAMBON La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics, L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/30816]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à prolonger et élargir le soutien aux milieux d'accueil dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, alinéa $1^{\rm er}$, 2° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

Vu le test « genre » du 19 avril 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1er, alinéa 1er,

Vu l'urgence, motivée par la nécessité, compte tenu de la prolongation du confinement décidée par le Conseil national de sécurité le 15 avril 2020, de confirmer les mesures assurant que les parents ne doivent pas payer pour jours non fréquentés par leurs enfants dès le 20 avril, et d'octroyer en conséquence des indemnités aux milieux d'accueil couvrant cette période supplémentaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Titre III, Chapitre II, Section 3/1, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, à l'article 104/1, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :
 - « § 1^{er}. L'ONE octroie une indemnité aux crèches autorisées comme crèches, prégardiennats, crèches parentales ou maisons communales d'accueil de l'enfance sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, aux services d'accueil d'enfants et aux milieux d'accueil bénéficiant du fonds de solidarité 2 sur la base du même arrêté afin de compenser la diminution de la participation financière des parents dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19. L'indemnité est versée hebdomadairement pour la semaine qui précède en fonction des informations communiquées par les milieux d'accueil. »;
- 2° le paragraphe 2, alinéa $1^{\rm er}$, est remplacé par ce qui suit :
 - « § 2. L'indemnité visée au paragraphe 1^{er} est fixée, par jour pour l'absence d'un enfant dont l'accueil était prévu, à 5,33 euros pour les crèches autorisées en tant que crèches, prégardiennats ou crèches parentales sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, ainsi que pour les milieux d'accueil bénéficiant du fonds de solidarité 2 sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, et à 6,66 euros pour les crèches autorisées comme maisons communales d'accueil de l'enfance sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et les services d'accueil d'enfants. Le montant de l'indemnité pour l'absence d'un enfant dont l'accueil était prévu pour une durée inférieure ou égale à cinq heures est fixé à 3,2 euros pour les crèches autorisées en tant que crèches, prégardiennats ou crèches parentales sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, ainsi que pour les milieux d'accueil bénéficiant du fonds de solidarité 2 sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, et à 4 euros par jour pour les pour les crèches autorisées comme maisons communales d'accueil de l'enfance sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, et à 4 euros par jour pour les pour les crèches autorisées comme maisons communales d'accueil de l'enfance sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil de l'enfance sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglemen
- 3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « 19 avril » sont remplacés par « 3 mai ».
- **Art. 2.** Dans le Titre IV, Chapitre I, du même arrêté, à l'article 122/1, paragraphe 2, alinéa 2, les mots « 19 avril » sont remplacés par « 3 mai ».

- Art. 3. Dans le Titre IV, Chapitre III, du même arrêté, à l'article 129/1, paragraphe $1^{\rm er}$, alinéa $1^{\rm er}$, les mots « 19 avril » sont remplacés par « 3 mai ».
- **Art. 4.** Dans le Chapitre VIII, Section 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office », à l'article 39/1, alinéa 1^{er}, les mots « 19 avril » sont remplacés par « 3 mai ».
- **Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 20 avril 2020, à l'exception de l'article 1^{er}, 1° et 2°, qui produit ses effets le 16 mars 2020.
 - Art. 6. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 avril 2020.

Le Ministre-Président, P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30816]

23 APRIL 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot verlenging en uitbreiding van de steun aan opvangmilieus in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikel 7, eerste lid, 2° ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op de gendertest, op 19 april 2020 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 20 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 april 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijk, die voortvloeit uit de noodzaak om, met het oog op de verlenging van de inperkingsmaatregelen waartoe de Nationale Veiligheidsraad op 15 april 2020 heeft besloten, de maatregelen te bevestigen die ervoor zorgen dat ouders vanaf 20 april niet meer hoeven te betalen voor de dagen waarop hun kinderen niet aanwezig zijn, en derhalve vergoedingen toe te kennen aan de kinderopvangmilieus die deze extra periode bestrijken;

Op de voordracht van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 3/1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, worden in artikel 104/1 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

"ONE kent een vergoeding toe aan kinderdagverblijven die erkend zijn als crèches, peutertuinen, oudercrèches of gemeentelijke huizen voor kinderopvang op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, aan kinderopvangdiensten en aan opvangmilieus die het solidariteitsfonds 2 genieten op basis van hetzelfde besluit, ter compensatie van de vermindering van de financiële bijdrage van ouders in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19. De vergoeding wordt wekelijks gestort voor de voorafgaande week op basis van de informatie die door de opvangmilieus wordt verstrekt. »;

2° In paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

« § 2. De in paragraaf 1 bedoelde vergoeding wordt per dag van afwezigheid van een kind waarvoor normaal zorg is verleend, op 5,33 euro vastgesteld voor kinderdagverblijven die erkend zijn als crèches, peutertuinen of oudercrèches op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, alsook voor opvangmilieus die het solidariteitsfonds 2 genieten op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, en op 6,66 euro voor kinderdagverblijven die in aanmerking komen als gemeentelijke huizen voor kinderopvang op grond van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen. Het bedrag van de vergoeding voor de afwezigheid van een kind waarvan de opvang voor een periode van maximaal vijf uur is verleend, is vastgesteld op 3,2 euro voor kinderdagverblijven die erkend zijn als crèches, peutertuinen of oudercrèches op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, alsook voor opvangmilieus die het solidariteitsfonds 2 genieten op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, en op 4 euro per dag voor kinderdagverblijven die erkend zijn als gemeentelijke huizen voor kinderopvang op grond van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, en op 4 euro per dag voor kinderdagverblijven die erkend zijn als gemeentelijke huizen voor kinderopvang op grond van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.»;

- 3° In paragraaf 2, tweede lid, wordt "19 april" vervangen door "3 mei".
- Art. 2. In Titel IV, Hoofdstuk I, van hetzelfde besluit wordt in artikel 122/1, paragraaf 2, tweede lid, "19 april" vervangen door "3 mei".
- Art. 3. In Titel IV, Hoofdstuk III, van hetzelfde besluit wordt in artikel 129/1, paragraaf 1, eerste lid, "19 april" vervangen door "3 mei".
- **Art. 4.** In Hoofdstuk VIII, Afdeling 6, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, wordt in artikel 39/1, eerste lid, de zinsnede "19 april" vervangen door "3 mei".
- **Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 april 2020, met uitzondering van de punten 1° en 2° van artikel 1 die uitwerking hebben met ingang van 16 maart 2020.
 - Art. 6. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 april 2020.

De Minister-President, P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/30815]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 3 pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif au renforcement du fonds d'urgence et de soutien

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, articles 4, \S $1^{\rm er}$, second alinéa, et 27;

Vu le décret du 18 décembre 2019 contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2020;

Vu le décret du 18 décembre 2019 contenant le budget initial des recettes de la Communauté française pour l'année budgétaire 2020;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, article $1^{\rm er}$, \S $1^{\rm er}$, g);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 2 du 7 avril 2020 pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2020;

Vu le « test genre » du 22 avril 2020 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant les mesures qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 12 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité;

Considérant, suite à ces concertations, les interdictions touchant les rassemblements, les activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative, les excursions scolaires et les activités dans le cadre de mouvements de jeunesse sur le et à partir du territoire national;

Considérant que ces mesures de confinement, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à empêcher toute une série d'activités, à empêcher la concrétisation d'obligations conditionnant l'octroi de subvention et par conséquent à mettre en danger la viabilité des bénéficiaires des subventions;

Considérant qu'il convient de garantir la viabilité des acteurs exerçant une mission pour le compte de la Communauté française qu'elle soit culturelle, sportive, associative ou de tout autre nature;

Considérant que le budget des dépenses pour l'année 2020 ne permet pas de mobiliser les crédits suffisants, afin de permettre à la Communauté française de venir en aide financièrement aux acteurs dont la viabilité serait mise en danger suite aux mesures de confinement, aux acteurs devant faire face à des dépenses supplémentaires mettant en danger leur viabilité et d'apporter toutes formes d'aide et d'assistance aux familles, aux enfants et aux publics de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que le conseil national de sécurité du 15 avril 2020 a décidé la prolongation de la période de confinement du 19 avril jusqu'au 3 mai et a interdit les événements de masse tels que les festivals jusqu'au 31 août 2020;

Considérant que, suite à cette décision, de nouvelles aides à différents secteurs seront nécessaires;

Considérant que le Gouvernement dispose actuellement d'une habilitation lui permettant d'adopter des délibérations budgétaires jusqu'à un montant cumulatif de 50 millions € dans le cadre du fonds d'urgence et de soutien face au covid-19, et qu'une part importante de ce montant a déjà été affectée au soutien de différents secteurs;

Considérant qu'une augmentation de 60 % du montant disponible pour le fonds d'urgence, soit un montant additionnel de 30 millions €, permettra l'octroi de nouvelles aides;